COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

# Revue de presse
# du 14 au 20 mai 2016

**Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI**

# Sommaire


## Coopération Régionale.....3

- **Coopération – S'allier pour mieux intégrer le marché régional**
- **LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ : Signature d'un protocole d'accord entre la COI et ATD Quart Monde**

## Sécurité Maritime.....12

- **Vers une nouvelle stratégie sur la sécurité et la sûreté maritime dans l'océan indien : réunion des ministres de l'afoa-oi à djibouti**
- **Sécurité Maritime : offensive Diplomatique à Djibouti**
- **Vers une nouvelle stratégie sur la sécurité maritime**
- **Vers une nouvelle stratégie sur la sécurité et la sûreté maritime dans l'océan Indien**
- **SÉCURITÉ RÉGIONALE : La Déclaration de Djibouti adoptée**

## Environnement.....20

- **Environement – Le capital naturel émerge**
- **Boxmore Plastics : Leveraging on the strategic geographical location of Mauritius**

## Elections présidentielles aux Comores .....24

- **Investiture du nouveau président de la République : La cérémonie aura lieu au Stade de Moroni**
- **Les Seychelles voient l'élection du nouveau président des Comores Assoumani comme étant riche et prometteuse**

# Coopération Régionale

## Coopération : Troisième rencontre économique Réunion-Madagascar

Développement durable et financements de projets. C'est autour de ces thèmes que sera axée la troisième édition de la série de rencontres économiques entre Madagascar et La Réunion, à l'Hôtel Colbert ce jour. Sous l'égide du club export Réunion, en collaboration avec le Groupement des entreprises de Madagascar (Gem), elle débute ce jour à Antananarivo et ne prendra fin que le 22 mai prochain, avec l'avènement de la foire internationale de Madagascar (Fim). Elle fera connaître aux entreprises les opportunités offertes par les bailleurs internationaux et les dispositifs de financements disponibles, entre autres les Fonds européen de développement économique et régional (Feder), l'Agence française de développement (Afd) et la Banque mondiale. La stimulation d'une coopération renforcée via des partenariats et alliances stratégiques inter-entreprises serait la plus-value escomptée des entreprises malgaches. D'autre part, c'est une opportunité pour les entreprises malgaches et réunionnaises d'échanger savoir-faire et offres dans le domaine du développement durable. Par ailleurs, c'est un évènement en amont de la 11e édition de la Fim. Une quarantaine d'entreprises et institutionnels réunionnais, présents à Antananarivo à l'occasion de la Fim 2016, participeront à ces rencontres. On insistera essentiellement sur les synergies et opportunités mutuelles de coopération économique, les besoins et financements de projets durables, le compagnonnage économique, ainsi que la création d'une plateforme d'initiative privé-privé. Programmes Il est rappelé que plus de 62 millions d'euros de financements européens sont disponibles pour le développement de projets de coopération à Madagascar, via les organisations intermédiaires. Il s'agit du premier volet transfrontalier du programme de coopération « INTERREG V Océan Indien » pour la période 2014-2020, concernant les régions ultra-périphériques, la Réunion et les pays les plus proches regroupés dans la **Commission de l'océan Indien** (Comores), Madagascar, Maurice, Seychelles).

Cette troisième édition se matérialise comme le prolongement des rencontres lors de la Fim 2015 à Antananarivo, et celles de La Réunion-Madagascar d'octobre dernier à Saint-Denis.

http://www.cci.mg/index.php?p=journaux&id=28&id_det=9664

Madagascar Actualités

## Coopération – S'allier pour mieux intégrer le marché régional

**La troisième rencontre économique Madagascar-Réunion vise à identifier les opportunités de financement et une meilleure coopération.**

Optimisation du partenariat. Pour la troisième année consécutive, la rencontre économique Madagascar-Réunion permettra aux entreprises des deux pays d'avancer davantage sur le marché régional. C'est ce qui ressort de la conférence de presse initiée par le Groupement des entreprises de Madagascar et le club export Réunion à ce sujet, à l'hôtel Colbert hier. Chaque pays apportera ses atouts dans ce partenariat pour optimiser les retours d'investissements. « D'un côté, la Réunion spécule sur les financements et à Madagascar, nous avons les ressources non pécuniaires à savoir, le foncier, l'homme et les ressources naturelles », a souligné Noro Andriamamonjiarison, présidente du GEM. D'autre part, la rencontre renforcera l'efficacité et l'éligibilité des entreprises malgaches à mieux intégrer et à profiter des marchés régionaux et internationaux. « Ces rencontres sont l'occasion pour les entreprises de la Grande île d'apprendre à travailler ensemble et d'accéder aux leviers de financements qui permettront de soutenir le développement », a confié Gilles Couapel, président du club export Réunion.

**Opportunités**

Le programme est bien garni. Une présentation de toutes les opportunités offertes par les fonds internationaux de coopération est notamment prévue. Entre autres, le Fonds européen de développement économique et régional (Feder), l'Agence française de développement (AFD) et la Banque mondiale. Une séance d'information sur les opportunités mutuelles de coopération économique s'est également tenue avec pour objectif d'identifier les besoins et les financements de projets durables à Madagascar. « À travers cette thématique phare autour des financements de

projets, nous espérons que les participants pourront concrétiser des opportunités de coopération », a martelé François Mandroux, premier vice-président du club export Réunion. Actuellement, plus de 62 millions d'euros de financements européens sont disponibles pour la période 2014-2020, concernant les régions ultrapériphériques, la Réunion et les pays les plus proches regroupés dans la Commission de l'océan Indien (Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles). En effet, il s'agit du premier volet transfrontalier du programme de coopération «INTERREG V Océan Indien».
La rencontre prendra fin au 22 mai prochain, avec l'avènement de la foire internationale de Madagascar (FIM). En 2006, le club export Réunion occupait un pavillon avec quatorze entreprises dans ce cadre. Aujourd'hui, avec l'avancée du partenariat, il emmène une délégation d'une quarantaine d'entreprises qui présenteront leur savoir-faire et surtout échangeront avec les entreprises malgaches pour la proximité de la coopération.
**Nathan Raherivelo**

http://madagascar-actualites.com/cooperation-sallier-pour-mieux-integrer-le-marche-regional/

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

## LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ : Signature d'un protocole d'accord entre la COI et ATD Quart Monde

15 MAI, 2016



La Commission de l'océan Indien (COI) et l'Ong ATD Quart Monde ont procédé recémment, à la signature d'un protocole d'accord pour la lutte contre la pauvreté dans la région Indianocéanie. Cette signature a eu lieu lors de la cérémonie de clôture de la session régionale ATD Quart Monde-COI "Penser et agir ensemble dans la lutte contre la pauvreté", en

présence du Secrétaire général de la COI, Jean-Claude de l'Estrac et du président du Mouvement international ATD Quart Monde, Cassam Uteem, ainsi que Mme Marjaana Sall, chef de la délégation de l'Union européenne (UE) auprès de Maurice, des Comores et des Seychelles. Qualifiant cet accord d'"historique", Cassam Uteem a rappelé qu'il permettra aux deux organismes de coopérer ensemble dans quatre domaines au niveau régional pour lutter contre la pauvreté : promotion du dialogue; soutien à la formation autour de l'engagement dans la lutte contre la pauvreté; renforcement de l'engagement de la société civile pour la promotion de la paix et des droits de l'homme, et soutien à l'initiative de l'Université Quart Monde à Maurice et Madagascar. Profitant de la présence de la chef de délégation de l'UE à l'événement, Jean-Claude de l'Estrac a fait ressortir que "cela souligne l'engagement de notre principal partenaire en faveur de l'aide au développement et plus directement contre la pauvreté." Ce protocole, dit-il, devrait permettre à la COI et ATD Quart Monde d'élaborer des activités conjointes pour lutter toujours plus efficacement contre la pauvreté. Marjaana Sall est revenue sur les nombreux projets mis en œuvre dans la région par l'UE pour lutter contre la pauvreté, "afin de favoriser une plus grande participation des acteurs non étatiques dans le développement." Elle a rappelé que "le respect des droits humains est un des principes fondamentaux de l'UE et nous nous faisons un devoir de l'inclure dans tous nos programmes de coopération." Lors de cet événement, les membres d'ATD Quart Monde ont présenté une restitution des dialogues menés au cours de cette semaine de travail durant laquelle l'engagement de ne laisser personne de côté a été réitéré par tous les partenaires. "Nous fondons de grands espoirs sur cet accord. Nous n'avons pas le droit de décevoir les familles qui comptent sur nous", dit Cassam Uteem, insistant que "le développement économique de notre région ne deviendra effectivement durable que lorsque la pauvreté aura été éliminée." Conscient qu'il s'agit d'une tâche ambitieuse, il souligne qu'"elle est réalisable grâce à notre engagement, mais aussi à celui d'institutions comme l'UE et la COI."

http://www.lemauricien.com/article/lutte-contre-la-pauvrete-signature-d-protocole-d-accord-entre-la-coi-et-atd-quart-monde

5plus dimanche

# LUTTE CONTRE LA MISÈRE | LOUIS-PIERRE : «J'AI TROUVÉ LA DIGNITÉ DANS LA PAUVRETÉ»

Comme de nombreuses personnes vivant dans la misère, Louis-Pierre s'est souvent senti mal dans sa peau, pas intelligent, réduit à rien, portant avec peine le poids de cette réalité. Pourtant, malgré la pauvreté dans laquelle il vit, il a trouvé dans l'ATD Quart Monde, qui tenait sa session régionale à Maurice il y a quelques jours, courage, dignité et espoir.

Pendant longtemps, il en a voulu à cette vie, aux autres aussi. Souvent, il a voulu jeter l'éponge pour ne plus avoir à supporter ce quotidien difficile, ce combat incessant qu'il mène tous les jours pour sortir la tête hors de l'eau, pour ne plus avoir à encaisser les remarques et les regards désobligeants des autres sur ses conditions de vie. Louis-Pierre a longtemps eu honte d'être pauvre. Ce sentiment de ne pas être à la hauteur, d'être traité comme un déchet de la société, de ne pas pouvoir avancer, l'a miné jusqu'à lui faire perdre la foi en la vie, en tout. D'aussi loin qu'il s'en souvienne, Louis-Pierre a toujours vécu dans des conditions difficiles. Certaines périodes étaient mieux que d'autres, certes, mais il y a toujours eu comme un poids, un fardeau qui l'empêchait d'avancer au même rythme que les autres. Pourtant, ce n'est pas faute d'avoir essayé.

Il pratique un métier difficile, celui de maçon, un travail dur qui demande force et courage. De la volonté, Louis-Pierre en a. Il en a même à revendre lorsqu'il s'agit de gagner son pain et de nourrir sa famille. Sauf que lorsqu'on est maçon, du travail, il n'y en a pas toujours et lorsqu'on n'a pas d'argent, les complications s'accumulent jusqu'à ce que l'on se retrouve pris au piège dans un cercle infernal.*«Je vis dans une longère avec ma famille, à Cité Flamboyant, Petite-Rivière. J'ai quatre enfants. Nous improvisons notre vie au quotidien. Je suis à la recherche de travail en permanence, mais souvent, on m'a refusé un job quand on a su que je vis dans cette cité. Pire, quand on apprend que je ne sais ni lire ni écrire, on ne me donne aucune chance. On me dit simplement "nou pa pran dimounn ki pa konn lir isi"»*, raconte ce père de famille. Un jugement qui pousse à l'exclusion.

Les refus, Louis-Pierre en a essuyés beaucoup. Quand les semaines puis les mois défilent comme ça, on se retrouve au fond du gouffre, incapable de croire qu'il y a une lumière au bout du tunnel. *«Ma situation a fini par me pousser à me fermer sur moi-même. Mon caractère et ma personnalité ont changé. J'avais des relations de plus en plus difficiles avec ma famille. Je ne voulais plus parler aux miens pour ne pas leur faire subir davantage nos problèmes. Je voulais porter ce fardeau seul»*, confie-t-il. Et alors qu'il avait sombré, qu'il avait perdu espoir en la vie, une rencontre est venue relever Louis-Pierre : *«J'ai rencontré des représentants de l'ATD Quart Monde dans mon quartier et après plusieurs discussions avec eux, j'ai décidé à mon tour de les rejoindre.»*

Il s'agit d'un mouvement international qui rassemble, dans les différentes parties du monde, des personnes de tous bords pour lutter ensemble contre la pauvreté en ayant une réflexion et une action communes. La philosophie de l'ATD Quart Monde repose sur l'unification des forces pour apporter du soutien aux personnes vivant dans des conditions d'extrême pauvreté, pour reconnaître leur place dans la société et accepter qu'elles sont les mieux placées pour mettre un terme à la misère.

En rencontrant toutes ces personnes qui, comme lui, connaissent les mêmes réalités, Louis-Pierre a trouvé une mine de conseils, mais aussi du courage pour continuer à avancer et améliorer ses conditions de vie. La semaine dernière, il a même participé à un séminaire organisé par la Commission de l'océan Indien et l'ONG ATD Quart Monde qui ont signé un protocole d'accord pour la lutte contre la pauvreté dans la région Indianocéanie. Ainsi, pendant une semaine, dit-il, il a eu l'occasion de rencontrer plusieurs participants venant de Maurice, mais aussi des îles de l'océan Indien, de partager leur histoire, leur vécu et leurs expériences. Ce partage à cœur ouvert a fait tomber les dernières barrières qui l'emprisonnaient.

*«Ma situation m'a pendant longtemps fatigué. J'étais miné. Rencontrer ces personnes, écouter leurs témoignages, tout cela m'a fait énormément de bien. Ça m'a ouvert les yeux sur de nombreuses choses. J'ai compris que la pauvreté existe partout, que je ne suis pas seul et que ce n'est pas pour ça qu'on doit se sentir diminué. J'ai retrouvé ma dignité dans la pauvreté»*, confie Louis-Pierre à cœur ouvert. S'est-il enfin libéré de tout ce qui l'oppressait ? C'est du moins le sentiment qui l'anime dorénavant. Même si sa situation n'a guère changé et que la réalité est toujours la même, Louis-Pierre ressent aujourd'hui comme une renaissance, décidé à ne plus subir cette situation, à se relever et à se battre.

**L'ATD Quart Monde, c'est quoi ?**

Sa vision, c'est de mettre fin à l'extrême pauvreté dans le monde en impliquant dans le combat ceux qui la subissent. Fondé en 1957 par

Joseph Wresinski, l'ATD Quart Monde est un mouvement international non gouvernemental et non lucratif présent dans plus de 30 pays en Afrique, en Amérique du Nord et du Sud, dans l'océan Indien, en Asie et en Europe. Rassemblant des hommes et des femmes de toutes les couches sociales et de toutes les cultures, l'ATD Quart Monde mise sur la réflexion et l'action communes pour faire reculer la misère. *«Ce que nous voulons, c'est penser et agir ensemble. Apprendre les uns des autres pour tisser des liens entre nous et se donner la force de pouvoir continuer ensemble dans la lutte contre la misère»*, explique Martine Lecorre du centre international du mouvement.

Pauvre ou pas, souligne cette dernière, chaque personne a sa valeur humaine et des droits qui doivent être respectés. Hors, c'est souvent le contraire qui se produit face à une personne vivant dans l'extrême pauvreté, dépourvue de logement, d'argent et de nourriture. Alors que des gens vivent déjà dans des conditions difficiles et que l'écart entre eux et ceux qui sont plus riches ne cessent de se creuser, il y a le regard et l'exclusion qui amènent un isolement total de la personne. *«C'est un mouvement qui croit que l'éradication de la pauvreté est possible et qui commence avec le plus pauvre pour être sûr de n'oublier personne. Ce n'est pas décider à leur place, mais c'est les encourager à devenir les acteurs de leur vie, de leur développement et de leur avenir. Ce que nous proposons, c'est un regard de l'intérieur sur la pauvreté»*, ajoute Martine Lecorre.

**La COI et l'ATD Quart Monde ensemble contre la pauvreté**

Travailler ensemble dans la lutte contre la misère. C'est l'objectif du protocole d'accord qui a été signé lors de la cérémonie de clôture de la session régionale. Cet accord a été signé par Jean Claude de l'Estrac, secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), et Cassam Uteem, président du Mouvement international ATD Quart Monde, en présence de Marjaana Sall, chef de la délégation de l'Union européenne auprès de Maurice, des Comores et des Seychelles. *«Le protocole d'accord que nous signons aujourd'hui devra nous permettre d'élaborer des activités conjointes pour lutter toujours plus efficacement contre la pauvreté. La COI peut en effet compter sur la mobilisation de ses expertises et de ses partenaires dans ce combat qui nous anime tous»*, a déclaré Jean Claude de l'Estrac.

Ce protocole d'accord se focalise sur quatre domaines de coopération précis au niveau régional, soit la promotion du dialogue et le soutien à la formation autour de l'engagement dans la lutte contre la pauvreté, le renforcement de l'engagement de la société civile pour la promotion de la paix et des droits de l'homme, et le soutien à l'initiative de l'Université Quart Monde à Maurice et à Madagascar.*«Nous fondons de grands espoirs sur cet accord. Nous n'avons pas le droit de décevoir ces familles qui*

*comptent sur nous. Le développement économique de notre région ne deviendra effectivement durable que lorsque la pauvreté aura été éliminée. C'est une tâche ambitieuse, mais réalisable grâce à notre engagement, mais aussi à celui d'institutions comme l'Union européenne et la COI»*, a souligné Cassam Uteem.

**Au nom de l'entraide**

On les appelle les alliés, les engagés ou encore les volontaires. Sévérine de La Réunion, Goretti et Marceline de Madagascar font toutes les trois partie du mouvement ATD Quart Monde depuis plusieurs années. Comme Louis-Pierre, elles ont aussi vécu dans des conditions difficiles dans leur quartier avant de rejoindre le mouvement et de s'engager à soutenir leur communauté. La semaine dernière, avec plusieurs autres participants venant des différentes îles de l'océan Indien, elles ont partagé leurs expériences lors de la session régionale ATD Quart Monde-COI qui avait pour thème*Penser et agir ensemble dans la lutte contre la pauvreté*. Aider les autres à changer de regard sur ceux qui vivent dans la pauvreté. Devenir leur porte-parole pour soutenir leur voix, c'est exactement ce à quoi elles se sont engagées.

Sévérine est une militante dans son bidonville à La Réunion. Elle qui, enfant, fréquentait la bibliothèque de rue de son quartier apporte aujourd'hui écoute et soutien aux familles dans le besoin. C'est son propre vécu qui l'a poussée à s'engager. Aujourd'hui, elle est animatrice dans la même bibliothèque de rue : *«Ma conviction et ma force, c'est d'être avec ces enfants. Chaque semaine, je suis avec eux, nous lisons des livres et faisons des activités. Ils me donnent cette force d'aller de l'avant.»*

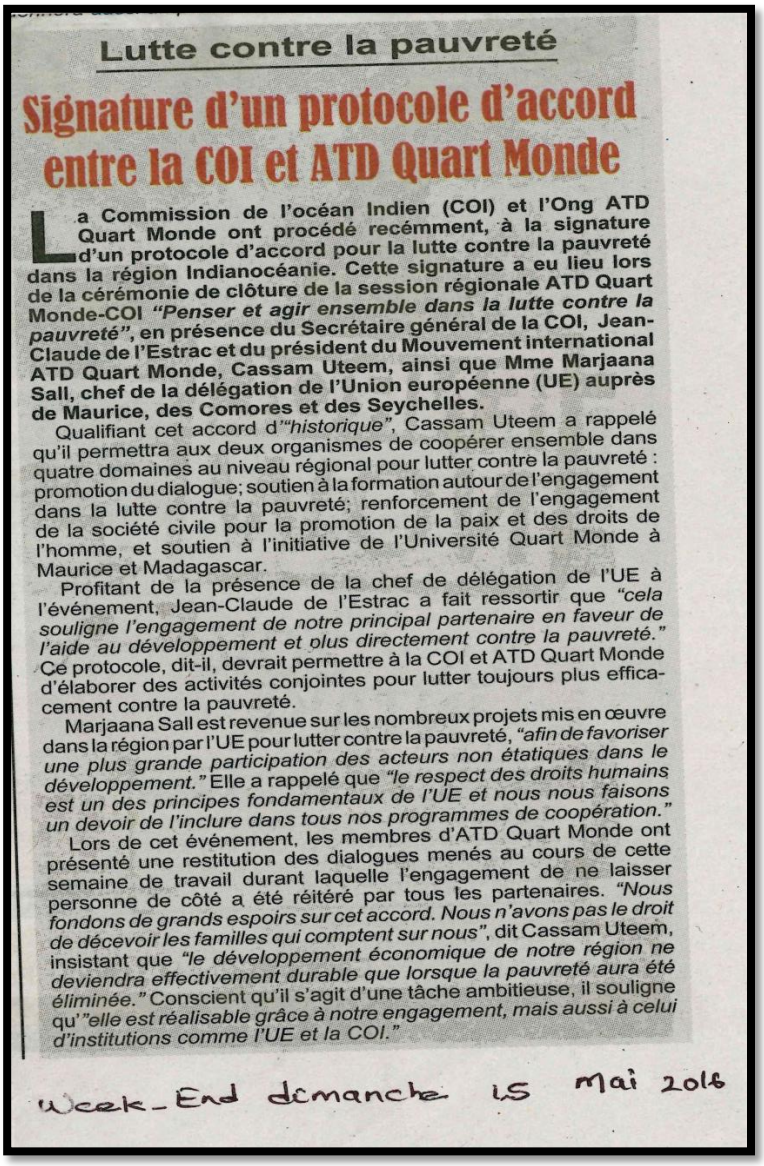
Goretti s'est, elle, engagée auprès de l'ATD Quart Monde en 2002. Elle se souvient qu'à l'époque, c'est un de ses professeurs qui l'avait invitée à rejoindre le mouvement à Madagascar où la misère fait des ravages. Une décision qu'elle ne regrette absolument pas. *«Je suis aussi animatrice dans la bibliothèque de rue. Ça donne un sens à ma vie, une raison de vivre»,* dit-elle. Marceline est ce qu'on appelle une alliée : *«Nous sommes insérés dans la société et représentons le mouvement là où nous sommes, dans notre famille, notre communauté, notre village.»*Les autres engagés et elle ont choisi de s'aider et d'aider les autres à sortir de la misère et à ne plus la subir seuls, dans leur coin. Ils sont persuadés que savoir que d'autres vivent dans les mêmes conditions aide à devenir des combattants, des personnes dignes qui pourront oser exister aux yeux des autres, qui auront le courage de s'affirmer et la force d'exiger qu'on les respecte.

par Amy Kamanah-Murday

http://www.5plus.mu/guide-et-services/lutte-contre-la-misere-louis-pierre-jai-trouve-la-dignite-dans-la-pauvrete

Dimanche 15 mai 2016 week-end

15/05/2016



Lutte contre la pauvreté

# Signature d'un protocole d'accord entre la COI et ATD Quart Monde

**La Commission de l'océan Indien (COI) et l'Ong ATD Quart Monde ont procédé recémment, à la signature d'un protocole d'accord pour la lutte contre la pauvreté dans la région Indianocéanie. Cette signature a eu lieu lors de la cérémonie de clôture de la session régionale ATD Quart Monde-COI *"Penser et agir ensemble dans la lutte contre la pauvreté"*, en présence du Secrétaire général de la COI, Jean-Claude de l'Estrac et du président du Mouvement international ATD Quart Monde, Cassam Uteem, ainsi que Mme Marjaana Sall, chef de la délégation de l'Union européenne (UE) auprès de Maurice, des Comores et des Seychelles.**

Qualifiant cet accord d'*"historique"*, Cassam Uteem a rappelé qu'il permettra aux deux organismes de coopérer ensemble dans quatre domaines au niveau régional pour lutter contre la pauvreté : promotion du dialogue; soutien à la formation autour de l'engagement dans la lutte contre la pauvreté; renforcement de l'engagement de la société civile pour la promotion de la paix et des droits de l'homme, et soutien à l'initiative de l'Université Quart Monde à Maurice et Madagascar.

Profitant de la présence de la chef de délégation de l'UE à l'événement, Jean-Claude de l'Estrac a fait ressortir que *"cela souligne l'engagement de notre principal partenaire en faveur de l'aide au développement et plus directement contre la pauvreté."* Ce protocole, dit-il, devrait permettre à la COI et ATD Quart Monde d'élaborer des activités conjointes pour lutter toujours plus efficacement contre la pauvreté.

Marjaana Sall est revenue sur les nombreux projets mis en œuvre dans la région par l'UE pour lutter contre la pauvreté, *"afin de favoriser une plus grande participation des acteurs non étatiques dans le développement."* Elle a rappelé que *"le respect des droits humains est un des principes fondamentaux de l'UE et nous nous faisons un devoir de l'inclure dans tous nos programmes de coopération."*

Lors de cet événement, les membres d'ATD Quart Monde ont présenté une restitution des dialogues menés au cours de cette semaine de travail durant laquelle l'engagement de ne laisser personne de côté a été réitéré par tous les partenaires. *"Nous fondons de grands espoirs sur cet accord. Nous n'avons pas le droit de décevoir les familles qui comptent sur nous"*, dit Cassam Uteem, insistant que *"le développement économique de notre région ne deviendra effectivement durable que lorsque la pauvreté aura été éliminée."* Conscient qu'il s'agit d'une tâche ambitieuse, il souligne qu'*"elle est réalisable grâce à notre engagement, mais aussi à celui d'institutions comme l'UE et la COI."*

Week-End dimanche 15 Mai 2016

Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

# VERS UNE NOUVELLE STRATÉGIE SUR LA SÉCURITÉ ET LA SÛRETÉ MARITIME DANS L'OCÉAN INDIEN : RÉUNION DES MINISTRES DE L'AFOA-OI À DJIBOUTI

17 mai 2016

**Un communiqué de la Coi daté du 15 mai annonce que les ministres et hauts représentants des pays de l'Afrique orientale et australe et de l'océan Indien (AfOA-OI) ont adopté la « Déclaration de Djibouti sur la sécurité et la sûreté régionale ». C'était lors de la 3ème réunion des ministres de l'AfOA-OI sur la sécurité et la sûreté maritime régionale.**




La Déclaration de Djibouti rappelle l'ensemble des actions qui ont été conduites en faveur de la sécurité maritime depuis la 2e réunion ministérielle de Maurice en 2010 et dresse les orientations de l'action régionale pour les prochaines années. Ce document témoigne de la volonté des pays de l'AfOA-OI de s'attaquer à l'ensemble des menaces et crimes maritimes au-delà de la piraterie.

La réunion ministérielle a ainsi décidé l'élaboration d'une nouvelle stratégie sur la sécurité et la sûreté maritime en AfOA-OI en ligne avec la Stratégie maritime intégrée à l'horizon 2050 de l'Union africaine et la Charte de l'Union africaine sur le transport maritime, entre autres. Cette nouvelle stratégie régionale devra suivre les orientations prioritaires fixées par les ministres et hauts officiers, à savoir :

- Consolidation des régulations et de la gouvernance maritimes ;
- Promotion de la sécurité et sûreté maritime et amélioration des contrôles financiers et des procédures judiciaires dans le domaine ;
- Promotion de l'économie bleue et développement des infrastructures maritimes ;
- Développement des ressources humaines et techniques dans le domaine maritime ;
- Protection de l'environnement marin et gestion durable des ressources.

  Les ministres et hauts représentants des pays de l'AfOA-OI ont également indiqué leur appréciation positive des progrès accomplis dans la région grâce aux activités du programme de promotion de la sécurité maritime (MASE) mis en œuvre par les organisations régionales (IGAD, COI, COMESA et EAC) de l'AfOA-OI sur financement européen. A cet égard, la réunion ministérielle a appelé les partenaires régionaux et internationaux à soutenir la mise en place, sous l'égide de la COI dans le cadre du programme MASE, du mécanisme régional de surveillance maritime qui prendra appui sur le Centre régional de fusion de l'information maritime à Madagascar et le Centre régional de coordination opérationnelle aux Seychelles. Ces deux Centres, aux missions interdépendantes, participent à la création d'une architecture de sécurité maritime pour l'ensemble de l'AfOA-OI.

Cette réunion ministérielle a permis de franchir une étape décisive dans la mise en œuvre des volets du programme MASE mis en œuvre par la COI en ce qu'il s'agit du renforcement des capacités maritimes régionales.

La réunion ministérielle de Djibouti a vu la participation des ministres et hauts représentants des Comores, de Djibouti, de l'Ethiopie, du Kenya, de Madagascar, des Seychelles et du Gouvernement fédéral de la Somalie. Les hauts officiels de la COI, du COMESA, de l'IGAD ainsi que des représentants de l'Union européenne, de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), de l'Organisation maritime internationale, de la Port Management Association of Eastern and

Southern Africa (PMAESA) et de l'Agence africaine de sécurité et de sûreté maritime (AMSSA) ont également pris part aux travaux.

http://www.temoignages.re/politique/co-developpement/vers-une-nouvelle-strategie-sur-la-securite-et-la-surete-maritime-dans-l-ocean-indien,86318



EWS MADA

18 Mai

ACCUEIL ECONOMIE REFLETS POLITIQUE SPORTS CULTURE FAITS DIVERS ELUCUBRATIONS

CONTACT PHOTOS ET VIDEOS TECH FIM 2015 RECHERCHER

Jeneraly Florens – Kianja 13 mey : «Vonona hisambotra izay manakorontana izahay !»

# Sécurité maritime : offensive diplomatique à Djibouti

Par Les Nouvelles sur 17/05/2016

Madagascar, par le biais de la ministre des Affaires étrangères, a participé au conseil des ministres des pays de l'Afrique orientale, australe et océan Indien (AfOA-OI), le 15 mai dernier, à Djibouti. Une réunion qui a abouti à l'adoption d'une déclaration sur «La sécurité et la sûreté maritime et le développement durable» dans cette région.

En effet, l'hébergement du Centre régional de fusion d'informations *maritimes (CRFIM) à Madagascar implique l'adhésion des pays de l'Afrique de l'Est tels que la Tanzanie, le Kenya, la Somalie et Djibouti. «Compte tenu de l'étendue du projet et du fait qu'il sera financé par le programme MASE, l'adhésion des pays de l'Afrique orientale et australe aux côtés de ceux de l'océan Indien est une étape cruciale»*, note d'ailleurs le ministère des Affaires étrangères. Et ce, pour permettre d'une part, au centre d'acquérir et d'asseoir son envergure régionale et, d'autre part, à l'Accord de siège du CRFIM de prendre effet.

Du reste, selon toujours les informations fournies par le ministère des Affaires étrangères, la réunion a permis aussi d'examiner les questions relatives à la mise en œuvre de la Stratégie régionale dans la prévention et la lutte contre la piraterie, les orientations sur la marche à suivre en matière de sécurité maritime dans la région ainsi que les progrès accomplis par les organisations régionales de l'AfOA-OI, notamment la Commission de l'océan Indien (COI) concernant le Programme MASE. A noter que ce programme est mené conjointement par l'IGAD, le COMESA, l'EAC et la COI. Cette dernière pilote les domaines de résultats se rapportant au renforcement des capacités nationales et régionales pour la sécurité maritime et à la mise en place d'un réseau d'échanges d'informations et de coordination, à laquelle se réfère l'établissement d'un Centre régional d'informations Maritimes

**Jao Patricius**

http://www.newsmada.com/2016/05/17/securite-maritime-offensive-diplomatique-a-djibouti/

**Région Océan Indien**

## Vers une nouvelle stratégie sur la sécurité maritime

mardi 17 mai



Les ministres et hauts représentants des pays de l'Afrique orientale et australe et de l'océan Indien (AfOA-OI) ont adopté le 13 mai dernier la « Déclaration de Djibouti sur la sécurité et la sûreté régionale ». C'était lors de la 3ème réunion des ministres de l'AfOA-OI sur la sécurité et la sûreté maritime régionale et qui veut s'attaquer à l'ensemble des menaces et crimes maritimes au-delà de la piraterie. La Déclaration de Djibouti rappelle l'ensemble des actions qui ont été conduites en faveur de la sécurité maritime depuis la 2ème réunion ministérielle de Maurice en 2010. Elle dresse les orientations de l'action régionale pour les prochaines années. Ainsi la réunion ministérielle a décidé l'élaboration d'une nouvelle stratégie sur la sécurité et la sûreté maritime en AfOA-OI en ligne avec la Stratégie maritime intégrée à l'horizon 2050 de l'Union africaine et la Charte de l'Union africaine sur le transport maritime, entre autres. Cette nouvelle stratégie régionale devra suivre les orientations prioritaires fixées par les ministres et hauts officiers, à savoir :

- Consolidation des régulations et de la gouvernance maritimes ;
- Promotion de la sécurité et sûreté maritime et amélioration des contrôles financiers et des procédures judiciaires dans le domaine ;
- Promotion de l'économie bleue et développement des infrastructures maritimes ;

- Développement des ressources humaines et techniques dans le domaine maritime ;
- Protection de l'environnement marin et gestion durable des ressources.

La réunion ministérielle a appelé les partenaires régionaux et internationaux (IGAD, COI, COMESA et EAC) à soutenir la mise en place, sous l'égide de la COI dans le cadre du programme MASE, du mécanisme régional de surveillance maritime qui prendra appui sur le Centre régional de fusion de l'information maritime à Madagascar et le Centre régional de coordination opérationnelle aux Seychelles. Ces deux Centres, aux missions interdépendantes, participent à la création d'une architecture de sécurité maritime pour l'ensemble de l'AfOA-OI.

http://www.madagascar-tribune.com/Vers-une-nouvelle-strategie-sur-la,22104.html

Africain.info

## Vers une nouvelle stratégie sur la sécurité et la sûreté maritime dans l'océan Indien

16/05/2016

Un communiqué de la Coi daté du 15 mai annonce que les ministres et hauts représentants des pays de l'Afrique orientale et australe et de l'océan Indien (AfOA-OI) ont adopté la « Déclaration de Djibouti sur la sécurité et la sûreté régionale ». C'était lors de la 3ème réunion des ministres de l'AfOA-OI sur (...)

http://www.africain.info/news=665182

# SÉCURITÉ RÉGIONALE : La Déclaration de Djibouti adoptée

Mercredi 18 Mai 2016

Les représentants de quelques 21 pays de l'Afrique orientale, australe et de l'océan Indien (AfOA-OI), réunis dans la capitale djiboutienne depuis dimanche dans le cadre de la 3è réunion de leur programme régional sur la promotion de la sécurité maritime, ont adopté lundi soir la Déclaration de Djibouti sur la sécurité et la sûreté régionale. Ce document qui se veut une réponse à l'ensemble des crimes maritimes au-delà de la piraterie prévoit l'«élaboration d'une nouvelle stratégie sur la sécurité et la sûreté maritime en AfOA-OI qui sera conçue pour renforcer la Stratégie maritime intégrée à l'horizon 2050 de l'Union africaine et la Charte de l'Union africaine sur le transport maritime». La Déclaration de Djibouti préconise surtout la consolidation des régulations et de la gouvernance maritimes, la promotion de la sécurité et sûreté maritime et l'amélioration des contrôles financiers et des procédures judiciaires dans le domaine. Elle appelle aussi à la promotion de l'économie bleue et le développement des infrastructures maritimes, le développement des ressources humaines et techniques dans le domaine maritime ainsi que la protection de l'environnement marin et la gestion durable des ressources. Les pays de l'AfOA-OI ont salué le travail réalisé jusque là dans leur région grâce aux activités du programme de promotion de la sécurité maritime (MASE) mis en oeuvre par les organisations régionales sur financement de l'Union européenne. Ils ont appelé les partenaires régionaux et internationaux à soutenir la mise en place d'un mécanisme régional de surveillance maritime qui prendra appui sur le Centre régional de fusion de l'information maritime à Madagascar et le Centre régional de coordination opérationnelle aux Seychelles. Ces deux Centres aux missions interdépendantes vont participer à la création d'une architecture de sécurité maritime pour l'ensemble de l'AfOA-OI.

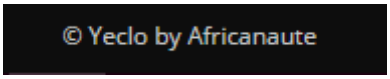
http://www.lexpressiondz.com/internationale/241836-la-declaration-de-djibouti-adoptee.html

Madagascar Actualités

## Vers une nouvelle stratégie sur la sécurité maritime

17/05/2016

Les ministres et hauts représentants des pays de l'Afrique orientale et australe et de l'océan Indien (AfOA-OI) ont adopté le 13 mai dernier la « Déclaration de Djibouti sur la sécurité et la sûreté régionale ». C'était lors de la 3ème réunion des ministres de l'AfOA-OI sur la sécurité et la sûreté maritime régionale et qui veut s'attaquer à l'ensemble des menaces et crimes maritimes au-delà de la piraterie. La Déclaration de Djibouti rappelle l'ensemble des actions qui ont été conduites en faveur de la sécurité (…)
http://madagascar-actualites.com/vers-une-nouvelle-strategie-sur-la-securite-maritime/




## Vers une nouvelle stratégie régionale sur la sécurité et la sûreté maritime dans l'océan Indien

16 mai 2016

Port-Louis, Maurice (PANA) – Les ministres et hauts représentants des pays de l'Afrique orientale et australe et de l'océan Indien (AfOA-OI) ont adopté, ce weekend, la « Déclaration deDjibouti sur la sécurité et la sûreté régionale », à l'issue de leur troisième réunion.

Dans un communiqué, publié ce lundi matin, la COI indique que la Déclaration de Djibouti rappelle l'ensemble des actions qui ont été conduites en faveur de la sécurité maritime depuis la deuxième réunion

ministérielle de Maurice, en 2010, et dresse les orientations de l'action régionale pour les prochaines années.

« Ce document témoigne de la volonté des pays de l'AfOA-OI de s'attaquer à l'ensemble des menaces et crimes maritimes au-delà de la piraterie », souligne-t-elle.

D'après la COI, la réunion ministérielle a décidé l'élaboration d'une nouvelle stratégie sur la sécurité et la sûreté maritime en AfOA-OI en ligne avec la Stratégie maritime intégrée à l'horizon 2050 de l'Union africaine et la Charte de l'Union africaine sur le transport maritime, entre autres.

Cette nouvelle stratégie régionale devra suivre les orientations prioritaires fixées par les ministres et hauts officiers, à savoir, la consolidation des régulations et de la gouvernance maritimes; la promotion de la sécurité et de la sûreté maritime et l'amélioration des contrôles financiers et des procédures judiciaires dans le domaine; la promotion de l'économie bleue et le développement des infrastructures maritimes; le développement des ressources humaines et techniques dans le domaine maritime; et la protection de l'environnement marin et de la gestion durable des ressources.

Des ministres et hauts représentants des Comores, de Djibouti, de l'Ethiopie, du Kenya, de Madagascar, des Seychelles et du Gouvernement fédéral de la Somalie ont participé à cette réunion ministérielle de Djibouti.
https://yeclo.africanaute.com/2016/05/16/vers-une-nouvelle-strat%C3%A9gie-r%C3%A9gionale-sur-la-s%C3%A9curit%C3%A9-et-la-s%C3%BBret%C3%A9-maritime-dans-loc%C3%A9an-indien/

# Environnement

## Environement – Le capital naturel émerge



20.05.2016

**Des experts offrent des formations pour une meilleure gestion des richesses naturelles de Madagascar.**
Doter le pays d'experts nationaux en matière de comptabilité de capital naturel. Tel a été l'objectif majeur de l'atelier sur la mise en œuvre du programme de comptabilisation du capital naturel à Madagascar, qui s'est tenu au development learning center à Anosy hier. Au programme, identification des membres de l'équipe technique, et définition du contenu de la formation. Des jeunes Malgaches bénéficieront donc de formations techniques en la matière. « Nous allons soutenir des étudiants de la faculté des sciences et des étudiants en économie pour être opérationnels dans la comptabilisation du capital naturel », a martelé José Rakotonirina, expert économiste de la commission de l'océan Indien.

Cette opération consiste à inclure au niveau de la comptabilité nationale la valeur du capital naturel, notamment terres agricoles, ressources en eau, forêts et aires protégés, et mines. Selon les experts de la commission, ce capital représente plus de 50% de la richesse totale de Madagascar. Cette comptabilisation permet d'avoir une mesure plus sûre et plus fidèle de ces actifs, de leurs contributions aux exportations, à l'emploi et aux recettes publiques. Les mesures ainsi récoltées permettront aux décideurs d'établir des politiques publiques stratégiques, capables d'assurer une richesse totale croissante par habitant, dans le temps. Par ailleurs, Madagascar fait partie des sept pays pilotes engagés depuis 2011 dans le partenariat mondial pour la comptabilisation des richesses naturelles et la valorisation des services éco systémiques (Waves).

**Enjeu**

En effet, les indicateurs économiques classiques, dont notamment le produit intérieur brut (PIB) qui est fourni par le système de comptabilité nationale, ne suffisent plus pour mesurer la performance économique. Ces indicateurs ne renseignent pas sur l'impact des activités économiques sur ce capital naturel, ni sur la dépréciation de la faculté naturelle à fournir des bienfaits économiques et des services écologiques. La comptabilisation du capital naturel, par contre, considère les trois piliers du développement durable – économique, social et écologique. L'enjeu de la comptabilisation du capital naturel est de permettre à l'État de mieux apprécier les potentialités offertes par notre patrimoine naturel et de développer des mécanismes et décisions politiques favorables à une utilisation équitable et durable des ressources naturelles du pays. Cet atelier, qui a été initié par le ministère de l'environnement, de l'écologie et des forêts en collaboration avec le ministère de l'économie et de la planification, a vu la participation d'une trentaine de participants provenant du milieu de la recherche et de l'enseignement supérieur. À savoir les départements économie et biologie et écologie végétale, l'institut observatoire géodésique de Madagascar, ainsi que les techniciens des différents départements ministériels. Consécutivement, une série de formations sur la comptabilité nationale, la comptabilité environnementale, le géomantique, les fonctions éco systémiques, et l'économie de l'environnement sera dispensée au mois d'octobre 2016 pour le groupe technique écosystème.

**http://www.lexpressmada.com/blog/actualites/environement-le-capital-naturel-emerge-62909/**

BUSINESS MAGAZINE

enterprise




## Boxmore Plastics

# Leveraging on the strategic geographical location of Mauritius

Specialised in the production of preforms, Boxmore Plastics is a subsidiary of South African-based Boxmore Packaging. The latter chose to have facilities in Mauritius in order to benefit from the country's advantages as a member of several regional trade groups.

Himanshu MARCHURCHAND

Incorporated in South Africa in 1995, Boxmore Packaging is a diversified plastic packaging business supplying PET preforms, bottles, plastic containers, jars and closures to the beverage, pharmaceutical, home care and personal care industries within South Africa and beyond. With manufacturing facilities in Harrismith, Johannesburg and Cape Town (injection moulding and bottle blowing), its operations are well positioned to service the markets with an increasing array of products. Boxmore Plastics (Mauritius), a wholly-owned subsidiary of Boxmore Packaging, is located in the Freeport Zone 5, Mer Rouge, Port Louis and is specialised in the production of preforms.

Boxmore in general is 100% South African-owned and operated. The major shareholder, Investec Bank, first bought a share in the company in 2009 as part of a leveraged buy-out from Chesapeake Corp. In 2010, Investec increased its share, held through its private equity division principled investments and now holds two seats on the Board as Non Executive Directors. The remaining shareholding is held by the management and a staff trust in which each and every member of staff has an interest.

David Drew, Commercial Di-





Revue de presse de la COI produite par le centre de documentation



**Rs 20.34 M.**
**Pretax earnings in 2014**

rector of Boxmore Packaging, indicates that the company's PET preform production facilities in Port Louis and Lusaka, Zambia, complement the already significant export business with the benefits of local and regional manufacturing. The strategic idea behind the presence of facilities in Mauritius being to be able to benefit from the geographical location of the latter, since the company qualifies under a number of regional trade groups including the Southern African Development Community (SADC), the Commission de l'océan Indien (COI) and the Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA), of which the country is a member. Boxmore Plastics supplies PET preforms to the majority of the Mauritian market and boasted a profit before tax of Rs 20.34 million in 2014.

Although based in South Africa, Boxmore Packaging is clearly focused on meeting the needs of its growing customer base across the African continent and Indian Ocean islands. Best known for its expertise in PET products, with the addition of Boxmore Plastic Closures (previously the plastic closure division of MCG Industries) and Boxmore Speciality Plastics (previously Lapack), the organisation can today meet the needs of almost any project as far as rigid plastic packaging is concerned.

Through its product-focused manufacturing divisions, Boxmore Plastic Closures, Boxmore Plastics South Africa and Boxmore Speciality Plastics, the company can also assist with the design and manufacturing of a customised solution or point to the most suitable solution from a range of standard products. Boxmore also beneficiates from the support of international technology partners: Husky, Kortec and Sidel on the PET side, Closure Systems International, SACMI and Andre Zalkin on the closure side, and Engel and Aioki at Speciality Plastics.

The company, David Drew pursues, has been of service to a variety of businesses since its inception. These include brands such as Appletiser, Coca-Cola, Valpre, Aquelle, Powerade, L'Oréal, Johnson & Johnson, Adcock Ingram and Smirnoff. A new facility in Johannesburg has been added to the group as a result of the acquisition of the plastic closure division of MCG Industries, one of the pioneers in the plastic closure market through their association with Closure Systems International.

"*The location of our manufacturing operations enables us to supply both the South African and African markets and qualifies us under a number of regional trade groups. Exports constitute a significant portion of sales since they concern 26 African countries*," states David Drew.

As one of the largest converters of PET resin in Southern Africa, Boxmore Packaging's South African plastics division focuses on the supply of preforms to the region's beverage industry and to its clients on the African continent. A diverse customer base has required Boxmore to develop a wide range of preforms in various neck finishes and standard colours. Although a variety of standard colours are available, preforms can be produced in a range of hues – from tints to opaque – and can even be matched to specific colours, provided that the quantity required is in excess of 1 million units. Owing to the liquid colour process, a myriad of colours and finishes can be achieved, including gold, silver and pearl.

With regards to packaging, for local customers (either in South Africa or Mauritius), preforms are supplied in returnable cages. On the other hand, for export, they are packed in sturdy boxes that allow for stacking at least three high in moderate humidity climates. The company does not have any expansion plans in the Mauritian market for now and intends to concentrate on the efficiency of its existent business model.





Revue de presse de la COI produite par le centre de documentation

Al-watwan

## Investiture du nouveau président de la République : La cérémonie aura lieu au Stade de Moroni

LE 20 MAI 2016.




***C'est au stade de Moroni que Azali Assoumani sera investi ce jeudi 26 mai président de la République. Le lieu de la cérémonie a fait l'objet d'un consensus entre la commission chargée des investitures et le gouvernement.***

Seules une délégation koweitienne et une autre chinoise ont confirmé à ce jour leur participation à la cérémonie d'investiture du nouveau président de la République, le 26 mai prochain. Selon le directeur du cabinet du chef de l'Etat en charge de la défense, Daroussi Allaoui, «la délégation de l'émirat du Koweit sera composée de treize membres et arrivera à Moroni par un vol spécial».

Les ambassadeurs des Etats Unis et de l'Ordre de Malt seront également de la partie et représenteront leurs pays respectifs. «Jusqu'ici, nous ne pouvons pas confirmer la présence d'un chef d'Etat, mais tout peut arriver à la dernière minute», a-t-il dit.

Il faut dire que, dans le cadre des préparatifs de cette cérémonie, une commission est mise en place depuis un mois pour veiller au grain. Elle est composée de délégués de plusieurs départements (présidence, état-major de l'armée nationale, ministères des Finances, des Relations extérieures et de l'Intérieur, Mouftorat). «Nous attendions la proclamation des résultats définitifs avant de proposer au nouveau président de désigner lui aussi ses représentants au sein de cette commission», a précisé le directeur du cabinet et président de cet organe.

Et Daroussi Allaoui d'ajouter qu'après cet élargissement de la commission, deux sous-commissions ont été formées : l'une est chargée de la logistique et l'autre du protocole, sans compter le secrétariat. Par rapport au lieu où se déroulera la cérémonie, la commission et le

dernier conseil des ministres ont fait le choix du stade de Moroni. «Nous voulons rendre cette cérémonie plus populaire afin que tout le monde puisse y participer», a-t-il expliqué.

La cérémonie solennelle de ce jeudi 26 mai est prévue dans la matinée, à 10 h 30 mn plus exactement. Un tête-à-tête entre l'ancien et le tout nouveau locataire de Beit-salam aura lieu l'après-midi ; après quoi Ikililou Dhoinine s'adressera à la nation. Dans la soirée, Azali Assoumani recevra 500 personnes pour un diner au palais présidentiel». Nous avons prévu d'inviter 500, mais le nouveau président peut revoir ce chiffre», a précisé le directeur de cabinet de la présidence.

Quant aux investitures des gouverneurs des îles, les cérémonies auront lieu dans la journée du lundi 23 mai, entre 8 h et 10 h à Ndzuani, puis entre 10 h 30 et 13 h 30 à Mwali, et à partir de 14 h à Ngazidja. Pour l'investiture de Hassani Hamadi, le lieu fait l'objet toujours de discussions entre les proches du nouvel élu, qui optent pour le Palais du peuple, et la commission qui, elle, propose Mrodju.
A la question de savoir combien va coûter toutes ces cérémonies, Daroussi Allaoui s'est gardé d'avancer un chiffre, mais on parle déjà de plus de cent millions de francs comoriens.

**Mariata Moussa**

http://www.alwatwan.net/index.php/nation/13432-investiture-du-nouveau-president-de-la-republique-la-ceremonie-aura-lieu-au-stade-de-moroni

## Les Seychelles voient l'élection du nouveau président des Comores Assoumani comme étant riche et prometteuse

May 17, 2016



James Michel Le presdient des Seychelles (Seychelles News Agency )

(Seychelles News Agency) - Le président des Seychelles **James Michel** a félicité dans un message Azali **Assoumani** qui a été élu chef d'État de

l'Union des **Comores** après les résultats officiels proclamés dimanche par la cour constitutionnelle.

Mercredi dernier seuls 6.305 électeurs, soit 2% des quelque 300.000 que compte cet archipel de l'Océan Indien, se sont rendus aux urnes dans 13 bureaux de vote.

Le second tour, le 10 avril, avait été marqué par des "irrégularités et de graves actes de violence" qui ont empêché 6.305 électeurs d'exprimer leur vote, selon la Cour constitutionnelle qui a ordonné l'organisation d'une présidentielle partielle dans 13 bureaux de vote.

Avec 41,43% des voix, l'ancien président le colonel **Assoumani** (57 ans) a devancé le candidat du pouvoir , Mohamed Ali Soihili," qui a obtenu 39,66%.

« En portant aujourd'hui son choix sur votre personne pour assumer la lourde et délicate mission qui est désormais la vôtre, le peuple comorien rend un hommage mérité à vos éminentes qualités ainsi que l'empreinte indélébile que vous avez laissée au cours de votre précédent mandat », a écrit le Président Michel.

**Assoumani** était au pouvoir aux **Comores** de 1999 à 2006.

Le président Michel se dit convaincu que l'expérience d'**Assoumani** est un atout qui lui permettra d'assumer ses nouvelles responsabilités.

« La période qui s'ouvre donc devant nous est riche de promesses pour nos relations bilatérales comme pour la construction d'une indianoceanie, toujours plus complémentaire, plus fraternelle et plus solidaire », poursuit le Président Michel.

Les Seychelles et les **Comores** sont des pays voisins de l'Océan Indien et sont membres de Commission de l'Océan Indien, COI.

http://www.seychellesnewsagency.com/articles/5183/Les+Seychelles+voient+llection+du+nouveau+prsident+des+Comores+Assouamani+comme+tant+riche+et+prometteuse#sthash.KvrEchg5.dpufhttp://www.seychellesnewsagency.com/articles/5183/Les+Seychelles+voient+llection+du+nouveau+prsident+des+Comores+Assouamani+comme+tant+riche+et+prometteuse